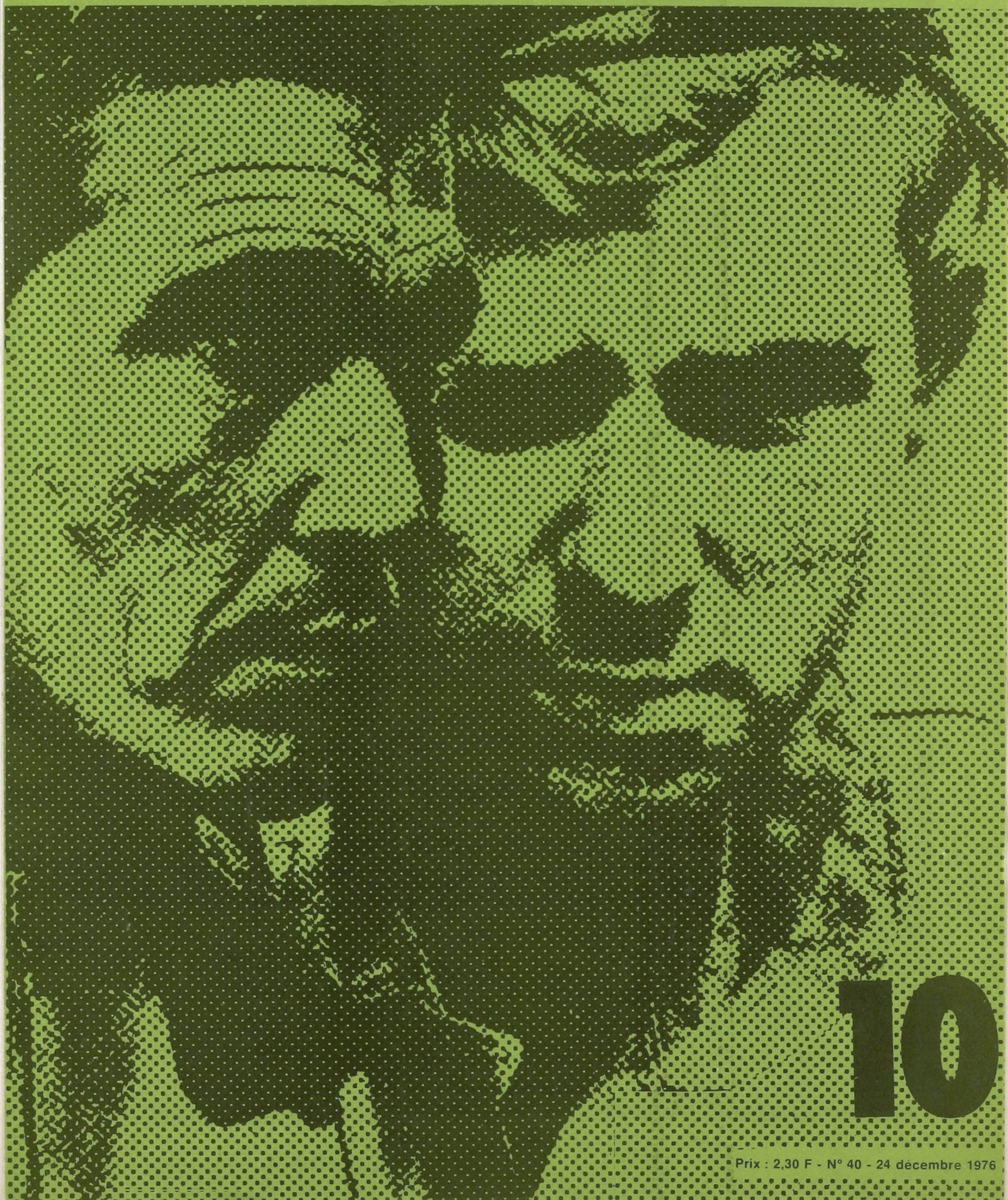


FGM CFDT FEDERATION GENERALE DE LA METALLURGIE

bulletin du militant



10

Prix : 2,30 F - N° 40 - 24 décembre 1976

Editorial

Rentrant l'autre soir à la maison, après le boulot, au moment du journal télévisé de 20 heures, je me mis à regarder les nouvelles, attendant ce qui allait être dit sur le conflit de Saint-Nazaire, j'attends encore... Ah si, sur la troisième chaîne, à 23 heures, une séquence de la télé régionale des pays de Loire, me permit tout de même de voir un court reportage sur le conflit. Mais combien de travailleurs et de militants regardaient ce soir à 23 heures la 3^e chaîne !!!

Où croyez-vous que nous voulions en venir en vous disant cela ? Et oui, à l'information, car elle est au cœur de l'action, indispensable à tous nos militants, à tous nos adhérents, à tous les travailleurs, que cette information soit diffusée à partir des sections ou à partir de la fédération, pour connaître les positions de l'organisation, pour mieux soutenir et animer les luttes dans les entreprises, pour combattre « l'intox » patronale et gouvernementale diffusée par l'image, les ondes, le papier, avec des moyens considérables.

C'est pas facile, et pourtant des millions de tracts sont réalisés chaque année par nos sections syndicales, des informations syndicales sont diffusées par milliers par les structures régionales, fédérales et confédérales, elles se complètent, élargissent les perspectives mutuellement sur la localité, sur l'action professionnelle, sur le pays tout entier.

Nous voici arrivés au bout de cette année 1976, après bien des combats qui se poursuivent encore et vont s'amplifier de plus belle dès le début 1977. L'action engagée à tous les niveaux contre le plan d'austérité et, pour nous métallos, pour une convention collective nationale qui mettrait en échec ce plan de régression sociale, a besoin d'être connue, amplifiée, soutenue, pour être victorieuse. L'avenir de 1977 est chargé de colère et d'action mais il est aussi chargé d'espoir pour l'obtention par la lutte de nos revendications et pour une prise de conscience encore plus grande des travailleurs et des couches populaires de la nécessité de changer ce régime qui a fait plus que son temps.

C'est la fin de l'année, c'est aussi la fin de vos abonnements : pour vous qui recevez l'hebdo, vous avez eu le dernier numéro, pour vous qui ne recevez que le mensuel vous aurez encore celui du mois de janvier. A moins bien sûr, comme nous le pensons, que vous n'ayez déjà, en section syndicale, rempli vos bulletins d'abonnements pour 1977, surtout qu'il existe maintenant trois options dont une possible avec Syndicalisme Hebdo.

1976, il y avait 1 553 sections abonnées, et 7 750 militants et adhérents.

1977 pourquoi pas 2 000 sections et 10 000 militants et adhérents...

Après tout, ce n'est pas si utopique, quand on pense à la nécessité de l'information pour notre action.

En attendant d'avoir à enregistrer les milliers d'abonnements qui vont arriver...

BONNE ANNÉE A TOUS.

RÉACTUALISATION DE NOTRE PLATE-FORME D'OBJECTIFS REVENDICATIFS PRIORITAIRES

Le Conseil Fédéral de la F.G.M.-C.F.D.T., réuni à Chantilly les 15, 16 et 17 décembre, a longuement débattu de la situation générale et de l'action revendicative.

Le Conseil Fédéral a d'abord conclu sur une réactualisation de la plate-forme F.G.M. d'objectifs prioritaires pour l'année 1977 et adopté ensuite (à l'unanimité de ses membres) une déclaration à l'usage de l'ensemble des organisations de la F.G.M.-C.F.D.T. Cette déclaration, que nous reproduisons dans ces pages, reprend pour l'essentiel, la synthèse du débat et de ses conclusions. Elle confirme la stratégie d'action, à la fois spécifique et unitaire, de notre fédération.

Précisons tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle plate-forme revendicative mais de la réactualisation pour 1977 des revendications salariales, contenues dans la plate-forme élaborée, adoptée et popularisée en 1976 (voir B.M. Mensuel n° 1). Ces objectifs doivent être popularisés auprès des travailleurs à travers le débat ouvert avec eux sur le choix des revendications de salaires les mieux adaptées à leur situation concrète. Ils seront présentés non comme oppositionnels au contenu de l'accord unitaire mais comme complémentaires à celui-ci sur la base de l'apport spécifique de notre organisation.

Ces objectifs revendicatifs permettent de répondre aux exigences immédiates des travailleurs mais sont également porteurs de nos orientations autogestionnaires.

1) GRILLE F.G.M. DE SALAIRES EN DEUX ÉLÉMENTS

Barème national de salaires minima en deux éléments (salaire de progrès et salaire de fonction) liés à la grille de classifications (échelle unique du manœuvre à l'ingénieur).

La grille, publiée dans la V.M. de mars 1976, a été réactualisée dans la V.M. de décembre, sur la base de l'évolution de l'indice C.F.D.T. pendant cette période (environ + 10 %).

Coefficient FGM-CFDT	Salaire de progrès	Salaire de fonction valeur du point 12.30	Minima garantis base 40 heures
140		492 F	2 232 F
155		676 F	2 416 F
170		861 F	2 601 F
190		1 107 F	2 847 F
215		1 414 F	3 154 F
240		1 722 F	3 462 F
270		2 091 F	3 831 F
300		2 460 F	4 200 F
330	1 740 F	2 829 F	4 569 F
360		3 198 F	4 938 F
390		3 567 F	5 307 F
430		4 059 F	5 799 F
470		4 551 F	6 291 F
500		4 920 F	6 660 F
530		5 289 F	7 029 F
670		7 011 F	8 751 F
800		8 610 F	10 350 F

2) AUGMENTATION DES SALAIRES

a) Réajustement de nos objectifs 1976

En élaborant nos objectifs revendicatifs pour l'année 1976, nous avons misé sur une augmentation

du coût de la vie de 10 % (alors que le gouvernement prévoyait 8,5 %). En fait, les prévisions sont largement dépassées (l'indice I.N.S.E.E. lui-même va accuser plus de 10 % !) et l'indice C.F.D.T. va faire apparaître une augmentation réelle du coût de la vie d'environ 13 %.

Ce qui veut dire que pour garantir en fin d'année, le maintien du pouvoir d'achat d'un salaire de 3 600 F (salaire ayant servi de référence en 1976 car il correspondait à un pouvoir décent de consommation) les 360 F initialement revendiqués ne suffisent plus : il faudrait en réalité 468 F d'augmentation pour combler ces 13 % d'augmentation du coût de la vie.

Il serait intéressant que chaque section syndicale fasse le bilan des augmentations de salaires arrachées en 1976 : augmentations en pourcentage, augmentations unitaires, traduction de celles-ci en augmentation de la masse salariale (à effectifs constants)... afin de préparer la prise en charge de la politique salariale de la F.G.M. en 1977.

b) Garantie d'une augmentation minimum de 410 F de tous les salaires en 1977...

Le contenu de notre revendication est la même qu'en 1976 : maintenir à tous une certaine capacité de consommation et accroître celle des bas et moyens salaires.

Nous avons réajusté notre salaire de référence 1976 (3 600 F) de 14 %, c'est-à-dire du pourcentage moyen de l'évolution des salaires en France (statistiques du Ministère du Travail, période d'octobre 1975 à octobre 1976), ce qui nous donne exactement 4 104 F.

Malgré les déclarations du gouvernement (limitation de la hausse du coût de la vie à 6,5 % en 1977),

il nous semble que cette hausse, calculée par l'indice C.F.D.T., sera à nouveau proche des 10 % ce qui nous amène à revendiquer 410 F d'augmentation uniforme pour garantir le pouvoir d'achat de notre salaire de référence (rappelons que cette base représente pour nous un pouvoir décent de consommation).

c) ... et indexation de cette augmentation tout au long de l'année 1977

Alors que gouvernement et patronat donnent et vont appliquer des consignes consistant à augmenter les salaires au minimum et à reporter ces augmentations insignes le plus tard possible dans l'année, il nous apparaît essentiel de contrer ces manœuvres en réclamant l'indexation des augmentations de salaires sur la hausse réelle du coût de la vie tout au long de l'année, et cela bien sûr sur la base des 410 F revendiqués.

Cela veut dire en clair que chaque fois que l'indice C.F.D.T. fait apparaître une hausse de 1 %, nous devons réclamer 41 F d'augmentation pour tous les salaires. C'est le moyen d'éviter la dégradation du pouvoir d'achat

pendant plusieurs mois et de contraindre le patronat à augmenter la masse salariale des entreprises.

d) Garantie d'une augmentation complémentaire de 4 % de la masse salariale des entreprises

Nous reprenons le même objectif que celui avancé en 1976 en précisant qu'il s'agit bien d'une augmentation complémentaire, c'est-à-dire s'ajoutant aux 410 F revendiqués.

Cela veut dire que si par exemple, les augmentations arrachées tout au long de l'année dans une entreprise se traduisent, à effectifs constants, par une augmentation en valeur absolue de 8 % de la masse salariale, il s'agit pour la section C.F.D.T. de réclamer en outre les 4 % supplémentaires sur cette masse salariale, afin de permettre la progression du pouvoir d'achat.

Nous demandons également que cette revendication fasse l'objet de deux étapes : 2 % en milieu d'année, 2 % en fin d'année afin d'assurer la progression du pouvoir d'achat tout au long de 1977 (le maintien du pouvoir d'achat étant

garanti lui-même par la formule d'indexation).

Cette deuxième revendication sur les salaires réels est nécessaire pour que, dans chaque entreprise, puisse être menée une politique salariale conforme aux intérêts de tous les salariés de l'entreprise.

La forme et la répartition de cette augmentation seront négociées dans les entreprises, à partir de notre conception du salaire en deux éléments, par une évolution différenciée du salaire de progrès et du salaire de fonction qui détermine la hiérarchie. Il appartient donc, à chaque section syndicale d'apprécier la situation réelle, et de formuler les propositions adaptées.

Afin que chaque section syndicale, que chaque militant de notre organisation soit en capacité de maîtriser et de populariser notre politique salariale auprès de l'ensemble des adhérents et de tous les travailleurs, la F.G.M.-C.F.D.T. prépare un document de vulgarisation.

Enfin, les publications fédérales permettront ponctuellement de donner les renseignements utiles à la prise en charge et à la mise en œuvre de cette politique.

DÉCLARATION DU CONSEIL DE LA F.G.M.-C.F.D.T. A SES ORGANISATIONS

1) UNE SITUATION MARQUÉE PAR UNE NOUVELLE OFFENSIVE ANTI-SOCIALE DU GOUVERNEMENT ET DU PATRONAT

La situation générale des travailleurs, détériorée par l'attaque capitaliste contre les conditions d'existence et de travail pour surmonter la crise profonde et mondiale du système, fait l'objet d'une nouvelle offensive de la part du patronat français notamment par la mise en œuvre des orientations anti-sociales du Plan Giscard-Barre.

Dans la Métallurgie la période écoulée a vu de nombreuses tentatives du patronat, aidé en cela par le pouvoir, pour s'opposer aux revendications notamment par :

- la répression et le refus des négociations ;
- la pratique des accords séparés avec des organisations minori-

taires comme pour les classifications nationales.

Tirant parti du Plan Barre le C.N.P.F., l'U.I.M.M., tout le patronat, AMPLIFIENT maintenant leur agression contre le niveau de vie, l'emploi, les conditions de travail, les libertés.

Ainsi, dans la plupart des secteurs de la Métallurgie, ce sont l'extension ou l'annonce des licenciements, du chômage partiel, des fermetures d'usines (Sidérurgie, Navale, Aéronautique, Machine-Outil, Informatique, etc.).

C'est également le blocage des rémunérations, la remise en cause des avantages acquis, le rejet des revendications, les sanctions contre les syndicats et leurs militants.

L'effort patronal pour maintenir et accroître ses profits, réaliser sa restructuration se traduit également par l'absence d'investissements, la régression de la production industrielle.

Cette politique débouchant sur l'accroissement du chômage, le re-

cul de la consommation et du niveau de vie des masses populaires aggrave les inégalités et maintient les privilèges.

Bref, c'est la perspective de la faillite économique et sociale.

2) DES LUTTES NOMBREUSES EXPRIMENT LE REFUS DES TRAVAILLEURS DE SUBIR LA PRESSION CAPITALISTE

De nombreuses luttes ont permis de mettre en cause la volonté patronale de s'opposer à toutes revendications.

C'est ainsi que la politique patronale de blocage des salaires au niveau de l'indice I.N.S.E.E. a pu être mise en échec.

Que les luttes multiples sur les conditions de travail se sont terminées sur des résultats positifs mettant en cause l'organisation capitaliste du travail.

Que les nombreux conflits sur l'emploi ont permis d'éviter que les dégraissages massifs d'effectifs prévus ne se réalisent totalement.

Le bilan des luttes est significatif de l'ampleur de la riposte ouvrière et des possibilités d'arracher des concessions substantielles au patronat, même si parfois les résultats obtenus n'ont pas été à la dimension du rapport de force, ou si ces résultats ont été obtenus quelques semaines après les conflits.

Ces luttes et les résultats obtenus doivent s'élargir, s'amplifier pour ouvrir des brèches plus sérieuses dans la politique du patronat et du pouvoir et contraindre l'U.I.M.M. à négocier.

3) NÉCESSITÉ D'UTILISER TOUS LES TERRAINS D'ACTION, D'ENRACINER LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES ET DE LEUR OFFRIR UN DÉBOUCHÉ DE MASSE

Pour s'opposer à la politique du patronat et du gouvernement, il faut mobiliser les travailleurs, sans attendre, sur des objectifs prioritaires répondant à leurs situations précises et porteurs de solutions conformes à leurs intérêts de classe. **C'est le sens de la plateforme nationale d'objectifs prioritaires de la F.G.M. :**

- Pour enrayer l'aggravation des conditions de vie, il faut aussi relancer la capacité de consommation des masses populaires, en imposant **le maintien et la progression du pouvoir d'achat dans le cadre de la politique salariale de la F.G.M.**

- **Pour le droit au travail de tous il faut imposer la création rapide des emplois nécessaires.**

- Réduire immédiatement et massivement la durée du travail sous toutes les formes possibles dans les réalités concrètes (retraite, moins de 40 h pour tous les postés, 40 h ailleurs, 5^e équipe pour les « continus », 5^e semaine de congés) est une urgente nécessité.

- Améliorer et transformer, par des mesures concrètes, les conditions de travail et la sécurité, s'imposent comme un complément nécessaire et logique.

- Prendre en charge partout les problèmes vécus, utiliser les périodes de renouvellement des accords

d'entreprise, comme le font actuellement de nombreux travailleurs, notamment ceux des Chantiers de l'Atlantique.

Tout cela doit se traduire par un climat intense d'action.

Les objectifs prioritaires communs à tous les métallurgistes, doivent être **négo-ciés nationalement** avec le patronat (U.I.M.M.), pour que les solutions qu'ils proposent aient des effets réels notamment sur le pouvoir d'achat et l'emploi dans les entreprises et les branches, où leur application précise sera débattue et contrôlée.

C'est ainsi que se constituent les conditions et les bases essentielles d'élaboration et d'exploitation, de la **Convention Collective Nationale**, instrument d'unification sociale et de progrès pour tous les métallurgistes.

4) CRÉER LES CONDITIONS DE L'ÉLARGISSEMENT DE L'ACTION NOTAMMENT SUR L'EMPLOI

Par des offensives plus larges en coordination chaque fois que possible avec les organisations interprofessionnelles partout où les problèmes rencontrés sont plus généraux (Sidérurgie, Machine-Outil, Navale, Aéronautique, etc.).

Ainsi dans la Sidérurgie, la F.G.M. mettra tout en œuvre avec ses organisations, pour que se développe, dans l'unité d'action, une riposte nationale d'ensemble des sidérurgistes pour mettre en échec les projets patronaux, imposer au gouvernement une véritable politique nationale de l'acier, créer les conditions d'une nationalisation dynamique de la sidérurgie.

Dans le secteur de la Machine-Outil s'appuyant sur les luttes déjà engagées (Gambin, H.E.S., Hure, etc.), la F.G.M. proposera prochainement avec la F.T.M.-C.G.T. une journée nationale d'action pour porter au niveau général les problèmes des travailleurs et de l'industrie de la Machine-Outil.

De même dans les autres secteurs de la Métallurgie tel l'Aéronautique, la Navale, l'Informatique où de nombreux travailleurs sont affectés notamment au niveau de leur emploi, par la politique désastreuse patronat-gouvernement, des actions s'engageront sur les mêmes objectifs.

La coordination de toutes les luttes, le renforcement de l'unité d'action permettront de faire converger

la riposte des métallurgistes, vers l'U.I.M.M. et de les rassembler massivement à Paris, de développer l'action dans les régions avec les travailleurs des autres fédérations, de contribuer au développement de l'action confédérale notamment sur l'emploi et la Sécurité Sociale.

C'est le sens de la stratégie d'action de la F.G.M.-C.F.D.T. et de l'accord unitaire conclu avec la F.T.M.-C.G.T. le 28 septembre 1976.

5) PAR LA LUTTE CONTRIBUER AU SUCCÈS D'UNE ALTERNATIVE POLITIQUE QUI S'INSCRIVE DANS LA PERSPECTIVE DU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

Les luttes ainsi menées sont déjà significatives de la volonté des travailleurs de modifier profondément la société actuelle. Car ce sont les luttes qui sont porteuses des aspirations de la classe ouvrière, il s'agit donc pour la F.G.M.-C.F.D.T. de donner aussi aux luttes quotidiennes et à la mobilisation de masse **une dimension politique marquée des exigences populaires.**

La F.G.M.-C.F.D.T. pour sa part, prend en charge cette volonté en proposant, dans l'action, ses objectifs de transformation.

Tel le contenu des nationalisations pour qu'au-delà de la nécessaire maîtrise de l'économie, se définisse aussi une autre politique économique et sociale, s'élargissent les pouvoirs et se renouvellent les droits et libertés des travailleurs et de leurs organisations, s'enclenchent de nouveaux rapports sociaux.

Cette perspective impulsée dans l'action de la F.G.M., contribue pour sa part à favoriser le succès électoral prochain des forces de gauche et à rendre crédible et mobilisatrice, la conception autogestionnaire du socialisme soutenue par la C.F.D.T.

Sur ces bases, le Conseil de la F.G.M.-C.F.D.T. appelle toutes ses organisations :

- à mobiliser les métallurgistes,
- à prendre l'initiative de l'action partout,
- à développer et renforcer la F.G.M.-C.F.D.T., contribuant à créer les meilleures conditions de la lutte et à atteindre l'objectif des 200 000 adhérents.

A L'ISSUE DU 29^e CONGRÈS DE LA F.T.M.-C.G.T.

Une délégation de la F.G.M.-C.F.D.T. composée de Jacques Chérèque, Secrétaire Général, Henri Schwanner, Président, Jean Lapeyre, Georges Granger, Secrétaires Nationaux, Michel Vincent, Charles Weber, Secrétaires de l'U.M. Loire/Haute-Loire, a assisté aux travaux du 29^e Congrès de la F.T.M.-C.G.T., qui s'est tenu à Saint-Etienne du 20 au 24 novembre 1976.

La F.G.M. s'est exprimée dans ce congrès par une intervention de son Secrétaire Général, Jacques Chérèque (voir pages suivantes).

Que retirer de ce congrès ?

Tout d'abord le congrès se déroulait deux jours après la journée nationale F.G.M.-F.T.M., du 18 novembre, il a donc été l'occasion pour les délégués présents de s'exprimer sur l'analyse de cette journée et sur l'action qui l'avait précédée (pétitions).

L'éclatement du congrès en quatre carrefours a contribué à enrichir cette analyse et à mieux cerner les difficultés rencontrées dans la mobilisation des travailleurs.

REFUS DE TOUT ATTENTISME

Les traits dominants de cette analyse sont :

- il y a mécontentement important des travailleurs, donc possibilité certaine de mobilisation, que les militants, les organisations ont du mal à exprimer ;

- il y a distorsions et quelques fois oppositions entre les revendications exprimées par les travailleurs et l'objectif d'une Convention Collective Nationale.

Les raisons avancées pour expliquer cette situation sont :

- l'attentisme des militants et des travailleurs face aux échéances politiques proches ;

- le discours entretenu par les moyens d'information (radio, télé,

presse) sur le fait que la victoire de la gauche est inéluctable ;

- la mauvaise formulation des revendications qui ne sont pas toujours intégrées dans la Convention Collective Nationale et font de ce fait apparaître les actions nationales comme étant « autre chose » par rapport aux problèmes vécus par les travailleurs.

La conclusion tirée de cette analyse par le congrès de la F.T.M. :

- l'attentisme, l'immobilisme laissent le terrain libre à l'offensive Giscard/Barre, ils sont donc néfastes pour les travailleurs ;

- l'action doit s'engager partout, tout de suite, sur les revendications des travailleurs, c'est le meilleur moyen d'apporter satisfaction aux problèmes concrets et de créer les conditions de la victoire de la gauche, celle-ci n'étant possible et durable que sur une mobilisation consciente de la classe ouvrière.

L'INTERVENTION DE G. SEGUY

Le discours de Georges Seguy, Secrétaire Général de la C.G.T., est venu contribuer à cette affirmation :

« ... L'action c'est le seul langage auquel les dignitaires de ce régime puissent être sensibles.

Maints exemples le prouvent, où des travailleurs ayant compris l'avantage que leur a donné la puissante lutte du 7 octobre ont prolongé leur action dans leur entreprise et ont ainsi arraché à leurs employeurs, des augmentations de salaires et autres revendications substantielles. (Ce qui constitue autant de brèches ouvertes dans le plan d'austérité).

Mais il faut bien admettre que le nombre de ces exemples n'est pas à la mesure des possibilités que la journée du 7 octobre a créées.

Trop souvent on ne pense à l'action qu'en fonction des mots d'ordre du sommet :

- Confédéral, genre 7 octobre, 23 octobre, 15 novembre ou Fédéral, genre 18 novembre.

Dans l'action revendicative quotidienne...

Alors c'est l'attentisme, l'expectative et finalement l'immobilisme.

Ou bien on cède à l'opinion selon laquelle il est vain d'agir tant qu'une prochaine échéance électorale n'aura pas porté la gauche au pouvoir.

C'est là une idée plus que fausse, elle est dangereuse, démobilisatrice et en dernière analyse, uniquement favorable à l'adversaire dans la mesure où elle lui laisse le terrain libre pour imposer sa politique anti-sociale et prolonger sa domination.

Cette conception, qui se veut généralement d'avant-garde sur le plan politique, perd de vue le fait que c'est dans l'action revendicative quotidienne, dans la lutte contre les effets de la politique du pouvoir des monopoles, que les travailleurs font leur expérience, prennent conscience de la nécessité de prolonger cette lutte de telle manière qu'elle s'en prenne aux causes des maux dont souffrent les travailleurs et puisse faire triompher les réformes économiques et politiques indispensables à une vie nouvelle, au progrès social et à la liberté.

Cette prise de conscience est d'autant plus nécessaire que le succès durable de l'alternative de gauche et l'application intégrale du Programme Commun impliquent l'adhésion consciente et responsable d'une large majorité de notre peuple.

En bref, l'attente des mots d'ordre d'en haut ou d'une victoire de la gauche aboutit au même comportement passif.

La traduction de la misère des plus démunis...

Pourtant, il y a tant à faire pour mobiliser les travailleurs dans les lieux du travail, l'atelier, le chantier, le bureau, sur la base de leurs

revendications particulières immédiates et créer ainsi, à partir des entreprises, les meilleures conditions de la coordination de l'action par branche professionnelle et, au-delà, à l'échelle confédérale.

Il y a tant à faire pour combattre la propagande de l'adversaire, pour déjouer ses manœuvres de division et de diversion, pour informer les travailleurs des positions et propositions de la C.G.T. dans tous les domaines.

Il y a tant à faire pour traduire, avec toute la sensibilité humaine qu'une organisation comme la nôtre est capable de ressentir, la dure vie des exploités, la misère des plus démunis, les difficultés d'existence de l'O.S. ou du petit employé sous-rémunéré, les conditions de travail insupportables, dangereuses pour la santé et trop souvent pour la vie des travailleurs, l'angoisse voire la détresse du chômeur, l'amertume de l'immigré, la colère que provoquent les inégalités sociales, les injustices en tout genre dont les travailleurs sont victimes, alors que s'étale le luxe insolent des privilégiés du régime.

Il y a tant et tant à faire parmi cette masse de travailleurs bloqués dans les coefficients les plus bas des grilles hiérarchiques, où l'on retrouve les jeunes, les femmes, les travailleurs immigrés, qui n'ont pas toujours comme l'a dit Jean Breteau, une idée claire de ce que veut, de ce que fait la C.G.T. pour eux, qui ne perçoivent pas très bien le langage plus ou moins stéréotypé qu'on leur tient trop souvent ; qui en arrivent à penser que la préoccupation majeure de la C.G.T. c'est la lutte pour les grands objectifs nationaux, pour les change-

ments politiques décisifs par la victoire de la gauche et nous suspectent, du même coup, de négliger quelque peu leurs revendications immédiates de salaires et de conditions de travail notamment... »

ÉVOLUTIONS PERCEPTIBLES

L'analyse effectuée, les décisions prises, convergent très largement avec l'analyse et la stratégie d'action de la F.G.M.

La modification de la tactique des luttes ainsi effectuée au congrès de la F.T.M., se situe en prise directe avec les problèmes des métallos, indiquant la volonté d'enraciner l'action dans les entreprises. Elle constitue donc un élément important pour le succès de la riposte des travailleurs ainsi que l'a voulu la F.G.M. par la mise en œuvre de sa stratégie d'action caractérisée notamment par l'accord unitaire du 28 septembre 1976.

Nous avons par ailleurs noté une évolution très nette de la C.G.T. sur le terrain de la hiérarchie des salaires, la proposition de la F.T.M. de relever la grille de coefficients hiérarchiques à 160 au lieu de 140 et d'assurer ce relèvement jusqu'au T.A. (255 au lieu de 240) témoigne de la répercussion de notre politique salariale sur les travailleurs.

Le passage du discours de Georges Seguy à ce sujet est significatif de cette évolution :

Pas n'importe quelle hiérarchie !

« ... La riposte que nous opposons aux théories égalitaires ou

ouvriéristes d'inspiration gauchiste à propos de la hiérarchie des salaires, ne nous conduit-elle pas à des extrémités ou à des raccourcis de nature à déformer notre position de principe ?

A donner l'impression : que nous défendons toutes ou n'importe quelle hiérarchie sans nuance.

Que pour favoriser le rassemblement le plus large, nous excusons à priori tous les comportements, y compris celui de certains cadres qui acceptent, sans scrupule, d'être les auxiliaires du patronat pour surexploiter, voire brimer les travailleurs.

Ces interrogations nous incitent à penser qu'il est nécessaire de clarifier, à l'intention des travailleurs, du manoeuvre à l'ingénieur, nos positions de principe sur les problèmes réputés délicats ou complexes mais qui, au fond, sont assez simples et élémentaires pour la C.G.T.

Nous sommes pour la garantie et la progression du pouvoir d'achat de tous les salariés et pour le paiement de la qualification professionnelle.

Mais nous n'approuvons pas sans discernement tous les systèmes hiérarchiques en vigueur, dont beaucoup ont été imposés malgré l'opposition de la C.G.T., unilatéralement par le patronat ou par accords séparés avec d'autres organisations syndicales.

Nous n'acceptons pas que les ouvriers soient écrasés dans un écart de 100 à 200 points, que la maîtrise et les techniciens soient bloqués entre 200 et 300 points, alors que les ingénieurs sont classés dans des coefficients qui vont de 300 à 700, 800 ou 900 points. »

Nous avons entendu avec plaisir un militant C.G.T. de Carel et Fouché intervenir pour expliquer les valeurs de notre salaire en deux éléments et les résultats dans son entreprise grâce à l'application de cette formule.

En conclusion, il nous apparaît que les conditions pour frapper fort contre la politique du Patronat et du Pouvoir sont réunies et qu'il appartient aux organisations de la F.G.M. de se saisir partout des possibilités ainsi créées pour être à l'initiative des luttes unies, indispensables pour la satisfaction des revendications et pour imposer la Convention Collective Nationale.



UNITÉ ET ACTION : DEUX IMPÉRATIFS... DEUX RÉALITÉS

Intervention de Jacques CHÉRÈQUE, Secrétaire Général de la F.G.M.-C.F.D.T. au 29^e Congrès de la F.T.M.-C.G.T.

La F.G.M.-C.F.D.T. était invitée à participer et à s'exprimer au 29^e Congrès de la F.T.M.-C.G.T., tenu à St-Etienne du 20 au 24 novembre.

Notre participation et notre expression à ce Congrès revêtaient une réelle importance puisqu'elles avaient lieu après la conclusion récente d'un accord d'unité d'action entre nos deux Fédérations de la Métallurgie et après les premières initiatives d'action nationale organisées en commun dans le cadre de cet accord.

Aussi l'intervention faite à la tribune par J. Chèreque, au nom de la F.G.M.-C.F.D.T., au-delà d'un salut fraternel à nos partenaires syndicaux réunis en Congrès,

constitue notre contribution à la réflexion engagée :

- pour construire et développer l'unité d'action au niveau national mais aussi international ;
- pour organiser, grâce à cette unité d'action, la riposte des travailleurs face à la politique d'austérité et de répression du patronat et du pouvoir et pour bâtir une solidarité active au plan international ;
- pour réunir progressivement les conditions de l'unité du mouvement syndical de notre pays.

C'est pourquoi nous publions ici l'intégralité de cette intervention qui conserve toute sa valeur placée en dehors du contexte dans lequel elle a eu lieu :

Cinq années se sont déjà écoulées depuis que, en 1971, par l'intervention réciproque des secrétaires généraux dans nos congrès, nos deux Fédérations ont ainsi marqué leur volonté commune d'inscrire la pratique habituelle de l'unité d'action des métallurgistes sur des bases plus politiques et dans une orientation nouvelle.

Cinq années marquées bien sûr de hauts et de bas, familiers à l'action syndicale, mais cinq années qui, au demeurant, consacrent un bilan, à notre avis, largement positif dans la voie de la perspective unitaire, tant au plan national qu'international.

De la discussion des tâches concrètes du syndicat et des éléments précis de la pratique syndicale qui ont signifié les premiers dépassements d'une unité d'action quittant le conjoncturel pour devenir élément permanent de nos stratégies d'action, nos rapports unitaires se sont amplifiés et élargis aux différents aspects de la lutte syndicale.

UNE RECHERCHE EXIGEANTE

Dès lors qu'a été abordée non seulement la discussion des objectifs et des moyens de la politique revendicative immédiate mais à tra-

vers eux leur signification en regard de nos orientations **nos rapports unitaires sont devenus plus vrais, donc plus exigeants au sens de la lutte de classes.**

C'était, si je ne me trompe, un des thèmes que j'avais développé à votre précédent congrès pour souligner déjà la nécessité de toujours mieux approfondir à partir de notre pratique permanente d'action commune, le contenu de nos accords et leur portée stratégique, ainsi que celle consécutive de nos désaccords.

Il est donc tout à fait normal que cette recherche, de plus en plus exigeante, donne lieu, selon votre expression, à une confrontation sans concession, bien que franche, sans détour, ni arrière-pensée dans la mesure où l'élévation de la qualité de l'union en dépend.

Cependant, ces confrontations n'ont de sens que si elles débouchent d'abord sur un renforcement du rapport de force opposé à la politique des patrons et du gouvernement.

Motivée, en priorité par cette préoccupation de développer l'action des métallurgistes, la F.G.M.-C.F.D.T. considère donc l'accord unitaire, conclu en septembre entre nos deux fédérations, à la fois comme un élément indispensable de la riposte ouvrière et comme un

élément significatif de notre capacité unitaire dans la métallurgie.

UNITÉ - ACTION :

• **Deux impératifs** pour le syndicalisme que la F.T.M.-C.G.T. et la F.G.M.-C.F.D.T. représentent dans notre pays en 1976.

• **Deux réalités**, dont le développement de chacune intervient directement sur la qualité de l'autre.

Chaque fois où l'action est devenue un impératif, la qualité de l'unité d'action s'est améliorée de façon très importante.

D'aucuns ont pu donc dire que nos deux organisations étaient condamnées à l'unité d'action. C'est à notre avis une expression qui traduit bien mal l'aspiration profonde commune à tous les travailleurs en même temps que la volonté réaffirmée et mise en œuvre par nos deux Fédérations.

Cependant, nous sommes suffisamment réalistes les uns et les autres pour savoir que si nous voulons que l'unité progresse, il faut la traiter avec ménagement et ne pas accumuler les obstacles sur son chemin.

Ainsi pensons-nous que l'unité d'action est le début d'un processus conduisant à l'unité en même

temps qu'elle préfigure cette dernière.

Aujourd'hui, la nécessité impérieuse de l'action pose le problème de l'unité d'action et d'une pratique syndicale assurant son développement.

LA DIMENSION POLITIQUE DE NOTRE ACTION

Outre le fait que nous avons toujours à nous poser réciproquement la question que j'avais déjà posée à votre précédent Congrès : « Chacune de nos organisations n'a-t-elle pas tendance à croire qu'elle est seule apte à appeler à faire le socialisme? » Nous pensons qu'il faut nous interroger sur les difficultés que rencontre, dans certains cas, actuellement, l'unité d'action.

Nous pensons que les objectifs revendicatifs que nous poursuivons contiennent en germe des éléments de transformation, de mise en cause de la société capitaliste dont la faillite est aujourd'hui évidente pour un nombre croissant de travailleurs. La mise en cause par nos deux organisations du plan Barre et des effets catastrophiques sur la situation des travailleurs donne à nos revendications et à notre action une dimension et un contenu politique dont la masse des travailleurs prend de plus en plus conscience.

En effet, pour nous, les luttes portent une contestation qui met en cause les mécanismes de fonctionnement, de développement et de restructuration du capitalisme.

Chaque fois que les travailleurs entrent massivement en lutte, les objectifs du capitalisme entrent aussi en crise.

Chaque fois que les travailleurs revendiquent et luttent pour de meilleurs salaires, pour d'autres conditions de vie et de travail, l'exploitation économique capitaliste diminue.

Chaque fois que les travailleurs revendiquent et luttent pour une autre forme d'organisation du travail, ou d'autres relations sociales dans l'entreprise, dans les bureaux ou dans la vie publique, le modèle hiérarchique de la société capitaliste est entamé et remis en question.

Chaque fois que de nouvelles catégories de travailleurs, cadres, techniciens, femmes, immigrés, enseignants, etc. entrent en lutte et revendiquent la disparition de tout type de discrimination et de division sociale du travail, le modèle culturel et idéologique de la société capitaliste est contesté.

Ainsi, au moyen des luttes, des hommes et des femmes mettent en question les décisions d'une minorité qui fonde son pouvoir sur la

propriété privée des moyens de production, le capitalisme et ses mécanismes de reproduction sont rendus plus fragiles.

Ainsi s'élaborent peu à peu, dans les luttes, les points d'appui pour un autre projet de société fondé sur d'autres options privilégiant les décisions collectives face à la domination d'une minorité de privilégiés.

Ainsi, au cœur des luttes, se forge la conscience d'une autre société qui va, se dessinant, peu à peu, dans l'affrontement quotidien de la lutte des classes.

Ainsi, à travers les luttes concrètes, nées des préoccupations et des revendications des travailleurs, à travers la lutte de tous les jours, par la contestation actuelle du système capitaliste, **se profilent et se construisent concrètement les conditions d'une alternative : celle de la société socialiste.**

DOMINER NOS DIVERGENCES...

Cependant, cette prise de conscience d'une autre société possible est d'évidence directement fonction de la qualité de l'unité d'action que nous serons capables de développer. Notre conception réciproque de l'unité d'action ne peut avoir aucune tendance hégémonique sinon elle contiendrait en elle-même les germes de son autodestruction.

Aussi faudra-t-il que nous trouvions en commun le moyen de dominer nos divergences si nous voulons mettre en échec le capitalisme et rendre crédible pour les travailleurs la perspective de l'unité.

Je voudrais, à cet égard, reprendre une de vos propositions formulée à notre précédent Congrès de Grenoble ; je cite :

« Guidés par le seul intérêt des métallurgistes, nous devons surmonter et dépasser les questions soulevées par l'existence du fait majoritaire ou minoritaire entre nos deux organisations. C'est sur des revendications claires et précises, sur des formes d'action largement approuvées par les travailleurs et sur des idées justes conformes à leurs intérêts de classe que l'unité se fera. Dans le cas où nos deux organisations ne se sont pas mises d'accord il est utile et nécessaire d'appeler les travailleurs à nous aider à surmonter une divergence et à trouver une solution satisfaisante. La persistance de certaines difficultés actuelles dans la pratique ne tient-elle pas à ce que nous nous contentions de porter des différends devant les assemblées minoritaires, ce qui, de ce fait, ne permet pas de trancher le différend et n'engage pas la masse des travailleurs. »

Il s'agissait d'une de vos propositions à notre propre Congrès.

Nous pensons que cette proposition contient déjà une part importante de la réponse à nos difficultés actuelles. Nous devrions alors décider de la traduire dans les faits puisque un accord unitaire de grande portée nous y incite et nous y autorise.

... POUR PERMETTRE UNE MOBILISATION MASSIVE

Aujourd'hui, le contexte politique français pouvant laisser espérer justement une victoire politique de la gauche, la classe ouvrière se trouve de nouveau dans un moment décisif de son histoire.

C'est donc une bataille sans merci qui se livre car son issue peut être, en France, décisive pour le régime et le pays.

Dans ce contexte, la mobilisation des travailleurs devient donc un enjeu central, un impératif.

En effet, il est clair que cette mobilisation est fondamentale pour deux raisons :

- à court terme, pour enrayer concrètement l'attaque concentrée contre le pouvoir d'achat, les conditions de vie et de travail, les libertés,

- à moyen terme, pour faire apparaître, à la faveur de l'action, la nécessité de mettre à profit les échéances électorales pour traduire les exigences, les orientations exprimées dans les luttes, à travers les changements à opérer après la victoire des forces populaires.

EVITER L'IMMOBILISME

Dans ce sens, le meilleur moyen de traduire, en mobilisation, nos approches réciproques est d'ouvrir **le débat sur les revendications et l'action**, avec les travailleurs, afin d'éviter de présenter les différends comme des antagonismes irréductibles et d'en faire des causes d'immobilisme.

Par exemple, si le slogan « Union-Action-Autogestion » est souvent perçu comme la réplique à « Union-Action-Programme Commun » n'est-ce pas d'abord parce que à un slogan ne peut répondre qu'un autre slogan et que fondamentalement le débat ne s'engage pas positivement sur une telle question.

Ainsi, pour la F.G.M., l'autogestion n'est en aucun cas une alternative au Programme Commun.

La F.G.M. a apporté depuis longtemps une appréciation positive sur le Programme Commun de la gau-

che. Mais son appui restera un appui critique, ce qui ne veut pas dire antagoniste. Soutien critique à cause de la nécessaire indépendance syndicale mais aussi par volonté de mieux cerner les réalités et les limites du Programme Commun de la Gauche, ses conditions de réalisation et aussi éviter l'immobilisme, comme les illusions.

Il semble d'ailleurs que ces préoccupations convergent finalement avec les vôtres : **ne pas tout attendre de demain, engager l'action sans tarder et bien marquer les échéances électorales des aspirations exprimées dans les luttes actuelles.**

La mise en œuvre du Programme Commun après la victoire de la gauche s'effectuera alors dans la mobilisation de l'union des forces populaires, non comme une opération de caractère purement politique, mais comme la réalisation de points d'appui marquant au plan social d'autres priorités de la politique. De même qu'une première étape d'une réorientation des objectifs économiques.

La maîtrise de l'essentiel des moyens de production par les nationalisations dans des secteurs clés, demeurant donc, dans cette conception active un préalable indispensable pour cette réorientation de l'économie au profit des intérêts collectifs et des travailleurs.

En somme, il s'agit pour nous de bien porter au centre de la bataille politique les revendications et aspirations essentielles présentées actuellement au cœur des luttes sociales.

Cette démarche est-elle tellement antagoniste avec la vôtre ?

AUTONOMIE ET UNITÉ DU MOUVEMENT SYNDICAL

Pour une organisation syndicale de masse, c'est, en effet, de sa responsabilité de prendre en charge les revendications des travailleurs et de les faire aboutir. Mais c'est aussi de sa responsabilité d'organisation syndicale de classe de tirer les leçons politiques des luttes pour avancer sur le chemin des changements fondamentaux et imposer une alternative au capitalisme.

Ce sont là les caractéristiques essentielles qui fondent, pour la C.F.D.T., son indépendance de pensée et d'action.

L'autonomie syndicale est, en effet, une condition essentielle pour que l'organisation syndicale soit toujours et à tout moment en capacité de répondre, quelles que soient les circonstances, aux exigences et aux aspirations de la classe ouvrière.

Indépendante des partis, indépendante de toute religion, indépendante du pouvoir, l'organisation syndicale n'a pas pour autant une absence de vision politique, non plus qu'une prétention à assumer tous les rôles pour imposer et construire le socialisme.

Rejetant l'élitisme comme l'avant-gardisme, le bureaucratisme comme le basisme, la C.F.D.T. veut développer une action syndicale de masse et de classe dont les protagonistes ne peuvent être que les travailleurs eux-mêmes. C'est pour cette raison que la C.F.D.T. développe tous ses efforts pour construire l'unité de tous les travailleurs. Une unité qui doit être le résultat d'un processus dynamique et démocratique, lequel implique la contribution de toutes les organisations de classe non pour réaliser une somme d'appareils, mais pour construire un projet supérieur.

Construction nouvelle, fondée sur les valeurs historiques et communes de la classe ouvrière, fondée sur l'expérience née de ses luttes, de ses succès comme de ses échecs, construction dynamisée par les apports nouveaux, actuels et futurs.

Ainsi, la C.F.D.T. ne cherche pas à déboucher sur un modèle préétabli d'organisation, comme un objectif en soi, mais veut, à travers les luttes et les expériences de l'unité d'action permanente, construire une organisation unitaire durable, forgée par la volonté et la participation active des travailleurs, **une unité qui, en rapport aux précédents historiques, résiste au-delà de l'euphorie et de l'éphémère.**

Pour nous, les objectifs de la lutte doivent donc répondre à deux caractéristiques essentielles étroitement liées :

- correspondre aux problèmes des travailleurs dans les réalités qu'ils vivent et qu'ils contestent et donc, viser à des solutions ;
- porter en eux un élément d'alternative à la politique capitaliste, marqué de notre conception du socialisme.

UNE NÉCESSAIRE CONFRONTATION AVEC LES TRAVAILLEURS

Cependant, il est clair que sans l'unité d'action syndicale et l'union des forces populaires, le patronat ne cèdera pas, le pouvoir maintiendra son régime. **Il est donc évident que l'unité d'action est une nécessité de l'heure comme l'union des forces populaires un élément de la stratégie.**

Cependant, ce serait faire preuve d'un étrange comportement que de ne pas reconnaître dans ses conséquences, pour notre action commune, la différence voire la di-

vergence d'approche stratégique qui peut exister entre nos deux organisations.

Cette reconnaissance de la différence stratégique est indispensable non pour la traduire en un constat de passivité ou d'agressivité mais pour mieux en assumer le caractère dialectique et la dépasser positivement dans l'action par le débat avec les travailleurs, ainsi que par le débat entre nous, afin d'éviter les jugements ou affirmations tombant comme des couperets qui, en fait, tranchent à vif dans l'unité.

Au lieu des raccourcis hâtifs du type « C.G.T.-Communiste » ou du genre « C.F.D.T.-réformiste », ne vaudrait-il pas mieux confronter nos approches, nos projets, dans une recherche de convergence plutôt que de porter réciproquement des jugements à l'emporte-pièce tenant plus du slogan publicitaire face à une clientèle potentielle que du débat loyal entre partenaires cherchant à se comprendre pour élaborer, en commun, un projet de société dans le cadre d'une confrontation, avec l'ensemble des travailleurs.

Et, pour être pratique, un problème tel que celui des nationalisations ne devrait-il pas être l'objet d'un débat entre nous pour en examiner le contenu et les conséquences sur la situation des travailleurs des entreprises concernées et de ceux des entreprises périphériques ?

Dans la métallurgie, on peut dire que sur ce point il y a largement de quoi travailler utilement et concrètement.

Sans doute y aurait-il alors une base sérieuse pour constater concrètement sur quels points se situent nos divergences et peut-être aussi pour surmonter ces divergences, dégager des solutions originales à proposer aux partis de gauche.

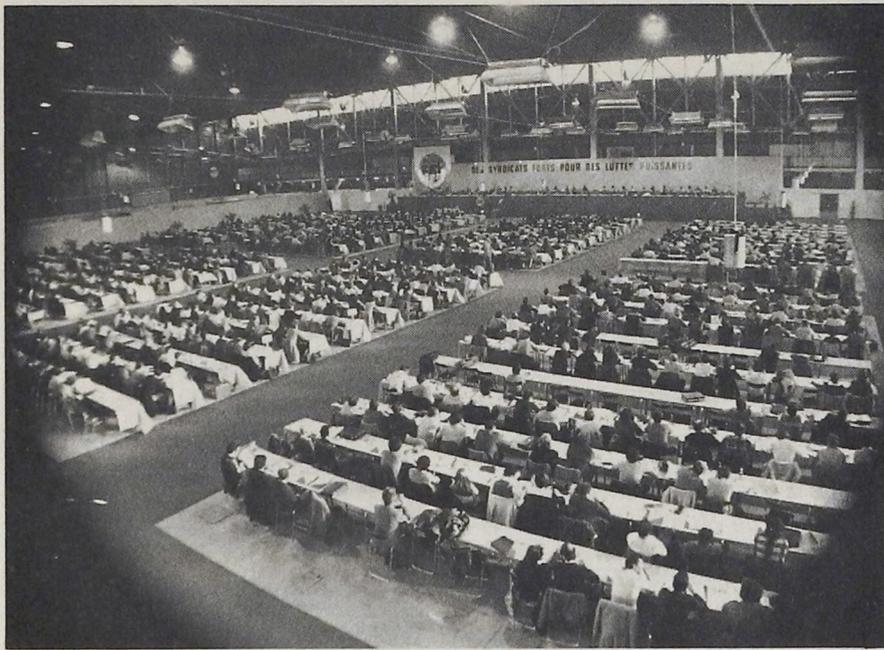
Enfin, notre action a aujourd'hui obligatoirement une dimension internationale.

En effet, la concentration du capital conduit les capitalistes à renforcer les conditions de l'exploitation ouvrière et à élargir au plan mondial, le champ de leurs activités.

SOLIDARITÉ ACTIVE AU NIVEAU INTERNATIONAL

C'est pour cela que la dimension internationale et la solidarité dans la lutte sont aussi importantes dans la période actuelle car elles conditionnent de façon déterminante le succès et l'avancée des luttes de transformation sociale dans le monde entier.

C'est dans ce contexte général d'un rapport de forces particuliè-



rement vif, dans un monde capitaliste en crise, avec un internationalisme ouvrier qui cherche une alternative de classe que nos deux organisations ont également à œuvrer en commun.

Je saluerai donc fraternellement à cette occasion tous les délégués des organisations étrangères invitées à votre Congrès dont beaucoup nous sont très proches, toutes étant nos amies.

Au niveau de l'Europe, nos relations communes avec la F.L.M. italienne, d'une part, l'aboutissement, allant jusqu'à votre affiliation, des discussions en cours entre la F.T.M. et la Fédération Européenne des Métallurgistes, d'autre part, **sont pour nous des éléments fondamentaux pour un développement de l'action unitaire des métallurgistes européens dans la perspective d'une réponse stratégique de la classe ouvrière face à l'Europe du capital et des multinationales.**

Vous savez, camarades de la F.T.M., l'action que nous avons déjà menée et que nous poursuivons, pour que s'engage effectivement le processus de votre affiliation à la F.E.M. et que l'on atteigne, ainsi, à son aboutissement.

Ces actes que nous posons, dans un contexte quelquefois difficile, font partie également du processus unitaire pour un développement d'une action efficace en Europe.

Ils traduisent notre volonté de voir s'élargir et se renouveler, compte tenu des réalités du monde actuel, l'action internationale et le mouvement syndical, dépassant les clivages historiques, reprendre une action effective sur des bases et les réalités nouvelles vécues par les travailleurs.

CONSTRUIRE UN NOUVEAU TYPE DE SOCIÉTÉ

En conclusion, camarades, pour la C.F.D.T., l'impératif de l'heure, c'est l'action et par conséquent, le renforcement de tout ce qui peut y concourir, autant par exemple la recherche de l'unité d'action que le meilleur fonctionnement démocratique, pour développer l'efficacité, d'une part et la crédibilité des propositions syndicales, d'autre part.

Ce comportement syndical ne peut donc être pour une organisation qui fonde son projet sur l'autogestion que fondamentalement démocratique, d'une démocratie syndicale garantie de l'indépendance d'analyse, d'élaboration, de décision et d'action.

Le débat actuel, que certains appellent interne à la C.F.D.T., n'est donc qu'une recherche de cette démocratie syndicale, **exprimée notamment par une pratique concrète qui associe constamment les adhérents et toutes les structures de la C.F.D.T. à sa vie et son action.**

Dans une situation particulièrement difficile due à la crise du capitalisme face à une ultime tentative du pouvoir et du patronat d'échapper tant aux échéances de la négociation des revendications, qu'à celles qui permettent aux citoyens, par le suffrage universel, d'exprimer leur volonté de changer de politique, la mobilisation massive et consciente des travailleurs est une nécessité et une garantie.

Nécessité pour briser la pression accrue et renforcée par le plan Barre, sur les conditions de vie et de travail et éviter la catastrophe économique et sociale, inscrite dans les faits de la gestion giscardienne.

En un mot, nécessité pour la riposte de masse, mais garantie aussi pour la riposte de classe afin que par la mobilisation active, c'est-à-dire par la prise de conscience par les travailleurs des réalités et des causes de leur situation, les échéances politiques soient favorables à l'Union des Forces Populaires **mais que ce succès exprime une véritable dynamique des luttes sociales et de la perspective politique.**

Une mobilisation de masse donc qui donne la garantie du succès électoral mais qui, portant les aspirations et les exigences exprimées dans les luttes d'aujourd'hui, les imprime profondément dans les transformations de demain.

Pour nous C.F.D.T., cela veut dire que dès la victoire de la gauche, les orientations fondamentales exprimées dans les luttes d'aujourd'hui seront présentes non seulement au niveau des ruptures décisives au plan économique et politique, mais aussi à tous les niveaux du système, de l'état à l'entreprise, en passant par l'école, l'information et la cité par exemple.

Des transformations qui permettront la construction d'un autre type de société, agrandissant sans cesse la place et le pouvoir des travailleurs, caractéristique, pour la C.F.D.T., d'un socialisme autogestionnaire.

Voilà, camarades de la F.T.M., selon votre invitation, notre contribution à vos débats.

Notre accord unitaire, parce qu'il est issu d'un très large débat entre nos deux fédérations, scelle ainsi un accord solide. Il permet déjà un développement sensible de l'action nécessaire des métallos.

Après la journée du 18 novembre, de nouvelles initiatives vont pouvoir être prises pour les revendications de la plate-forme nationale pour obtenir la C.C.N. des métallurgistes.

Nous avons déjà fait part de quelques-unes de nos propositions pour faire en sorte que l'action s'enracine plus encore, partout, dans les entreprises, mais également dans les groupes, les branches et les régions.

S'amplifiera alors le très puissant mouvement de masse nécessaire pour faire céder l'U.I.M.M., appui également pour l'action plus large de nos confédérations.

L'heure est à l'action, à l'unité d'action, partout !

Bon travail à vous tous !

Vive la lutte des métallos !

Vive l'unité d'action de la F.G.M. et de la F.T.M.

La progression de la section C.F.D.T. s'explique par son fonctionnement démocratique

Cette année, la C.F.D.T. a enregistré une progression intéressante aux élections professionnelles dans de nombreuses entreprises de la Métallurgie, et notamment dans de grosses unités industrielles ou dans les filiales de puissants groupes.

Ces progrès ne sont pas dus au hasard mais bien à l'activité et à l'action collective des sections concernées. Ils suivent, précèdent ou s'accompagnent également d'une progression en nombre d'adhérents, en nombre de militants en situation de responsabilité. Et ils sont enfin la preuve que les positions de notre organisation ont été largement popularisées auprès des travailleurs et que ces derniers adhèrent de plus en plus aux propositions et perspectives de la C.F.D.T.

Il est donc intéressant de rendre compte de telles expériences de pratique syndicale qui peuvent servir d'élément de réflexion pour d'autres sections : ainsi la section C.F.D.T. d'Usinor Denain (8 000 salariés) a enregistré 250 adhésions depuis le début de l'année et a presque doublé le nombre de ses suffrages aux élections du C.E. 1976 par rapport à 1974... Ainsi la section C.F.D.T. de Creusot-Loire Châlon (1 500 salariés) a triplé son nombre d'adhérents en 2 ans, ce qui s'est traduit d'autre part par une progression aux élections de délégués du personnel (de 19 % en 1975 à 38 % en 1976). Ainsi la section C.F.D.T. de Renault-Sandouville... mais laissons la parole aux responsables de cette section (intervention faite au Congrès de Haute-Normandie) :

« ... J'interviens au nom du syndicat de la Métallurgie du Havre, afin d'apporter ici, l'expérience de la vie syndicale d'une section d'entreprise : celle de Renault-Sandouville, qui est la plus grosse boîte de Haute-Normandie puisque 12 500 travailleurs y sont employés.

Dans cette usine, la C.F.D.T. vient de progresser de 4 % aux élections professionnelles du 28 octobre 1976. Cette progression n'est pas le fait du hasard mais le fruit d'un travail collectif, organisé et démocratique. Ainsi, après les élections d'octobre 1975 les responsables de la section ont mis sur pied une session afin d'organiser la section pour l'année syndicale 1975-1976.

Cette session qui se déroulait sur trois jours était animée à la fois par les responsables de la section Renault Sandouville et à la fois par les permanents métaux. Tous les militants de la section y étaient présents.

Au cours de ce stage était défini en commun le Plan de Travail pour l'année à venir en tenant compte des critères suivants :

- LE DÉVELOPPEMENT : nombre d'adhésions nouvelles à faire ;
- L'INFORMATION : nombre de tracts et bulletins à tirer par mois ;
- LA FORMATION : nombre de stages syndicaux à mettre sur un plan de formation.

Dans le même temps était définie la façon d'auto-contrôler ce plan toute l'année par rapport aux objectifs, aux moyens et aux responsabilités mis en œuvre.

Une fois le plan de travail voté, il a été « couché noir sur blanc », ensuite il ne restait plus qu'à le mettre en application en instaurant un fonctionnement démocratique de la section.

LA PARTICIPATION DE TOUS LES MILITANTS A LA VIE DE LA SECTION

• Chaque militant a une tâche, si petite soit-elle, même matérielle dans la section (propagande, permanence, propreté du local, présence aux réunions, imprimerie, etc...);

• Toutes les décisions sont élaborées et prises collectivement par l'ensemble des militants qui se réunissent régulièrement deux fois par mois. A l'ordre du jour de chacune de ces réunions figure le point des engagements pris dans le plan de travail et ce, chapitre par chapitre (adhésions, collectage, respect des tâches, parution des tracts, vie revendicative et syndicale...) en bref, tout y passe ;

• Les réunions se déroulent pendant les heures de délégation car malheureusement énormément de difficultés sont rencontrées pour les réunions hors des heures du boulot ;

• La décentralisation des responsabilités est une réalité (prise de parole, interventions à tous les niveaux, initiatives, etc.). Malgré cette réelle volonté, les militants ont par-

fois tendance à appeler les responsables de la section afin de leur remettre « tout sur les bras » mais le résultat global est satisfaisant puisque l'objectif de 165 nouvelles adhésions à faire dans l'année et mis dans le plan de travail a été largement dépassé.

LE FONCTIONNEMENT DÉMOCRATIQUE SE FAIT AUSSI ET SURTOUT PAR LA PARTICIPATION DES ADHÉRENTS A LA VIE DE LA SECTION.

Il est très difficile du fait de l'éloignement des lieux d'habitation (entre 20 et 90 km) de réunir hors du temps de travail les adhérents ; pour pallier à cela la section a pris comme initiatives :

• sortie d'un bulletin aux adhérents « Gardons le Contact » qui paraît environ une fois par mois et est uniquement réservé aux adhérents,

• ouverture chaque jour entre les heures d'entrées et de sorties d'une permanence syndicale dans le local aux portes de l'usine,

• recueil de l'avis des adhérents sous forme de questionnaires. Par exemple, au moment du Congrès Confédéral, une opération dite « 3 jours avec les adhérents » avait été lancée.

La première journée était consacrée à la distribution et à l'explication de l'enjeu des questions.

La seconde journée servait à commencer la récupération des questionnaires mais surtout à débattre des sujets brûlants ou des questions incomprises.

Enfin, au cours de la troisième journée était effectuée la récupération de tous les questionnaires.

Résultat : 70 % de réponses, 15 % (des travailleurs immigrés) n'ont pu répondre, ne sachant ni lire ni écrire français... En fait, 85 % des adhérents ont vraiment été « mis dans le coup » par cette opération soit par la discussion soit par la réponse aux questionnaires soit par les deux. Ceux qui n'ont pas été touchés par cette opération étaient pratiquement tous absents de l'usine.

- Participation des adhérents aussi par la mise en place de collecteurs, en effet, au cours du 1^{er} semestre 1976 nous avons doublé notre nombre de collecteurs, ce qui d'ailleurs, pour un fonctionnement efficace, n'est pas encore suffisant.

- Participation des adhérents au renforcement de la C.F.D.T. par la distribution auprès de tous les syndiqués C.F.D.T. de bulletins d'adhésion accompagnés d'un texte expliquant pourquoi l'adhérent doit prendre en charge la progression de son organisation. Cette opération est suivie de près par les militants.

De même, une opération semblable a été lancée pour recruter des candidats pour les élections, résultat: pour la première fois, la C.F.D.T. a présenté à Renault Sandouville une liste complète de 60 candidats.

Il faut remarquer que la mise en place et le respect de ce plan de travail n'ont été possibles que parce que l'équipe était totalement soudée et avait une véritable volonté de renforcer la C.F.D.T.

Cela n'était pas le cas les années précédentes car, sous prétexte de débats idéologiques mais à tout coup « déviationnistes » imposés par une minorité engagée dans un groupuscule gauchiste, cette minorité empêchait ainsi le respect du plan de travail élaboré d'ailleurs péniblement. Nous perdions des adhérents et notre audience fondait à mesure que ces dits débats s'amplifiaient.

L'ADHÉSION AUX OBJECTIFS DE LA C.F.D.T.

Heureusement aujourd'hui avec une équipe véritablement syndicale nous avançons enfin et cela s'est traduit par une forte progression de la C.F.D.T. à Renault Sandouville qui est passée de 650 voix à 1200 après ce vote.

Si le résultat intéressant de cette élection en faveur de la C.F.D.T. est dû en grande partie à la mise en place d'un plan de travail, il confirme aussi l'adhésion croissante du personnel chez Renault aux revendications s'attaquant aux inégalités comme le prône la C.F.D.T., notamment sur les salaires par :

- augmentations uniformes pour tous ;

- mise en place d'un salaire en 2 éléments : salaire de progrès + salaire de fonction (propositions d'ailleurs avancées par la F.G.M.-C.F.D.T.).

Enfin, ce vote traduit, par les voix plus nombreuses portées sur la C.F.D.T. l'appréciation de plus en plus favorable des ouvriers sur les grandes orientations démocratiques de la C.F.D.T., telles que les a définies le 37^e congrès confédéral du mois de mai 1976 notamment en ce qui concerne l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis politiques et les relations syndicats-partis.

La participation plus massive des électeurs à ce vote (+ 7 %) montre le mécontentement grandissant du personnel de la Régie Renault face à une direction de plus en plus intransigeante et le refus de subir passivement le plan d'austérité mis en place par le gouvernement Giscard-Barre qui risque d'avoir des conséquences sur l'emploi dans cette usine où l'on fabrique les véhicules du haut de la gamme de chez Renault.

Forte de cette expérience positive, mais encore insuffisamment payante pour la C.F.D.T., la section syndicale a remis sur pied une session organisationnelle les 17-18-19 novembre 1976 et au cours de laquelle les 18 militants Renault ayant un mandat C.F.D.T. élaboreront démocratiquement un nouveau plan de travail, outil indispensable pour aller vers de nouveaux succès décisifs pour la C.F.D.T. ».

Articles parus dans le B.M. Hebdo (n° 28 à 39)

■ L'ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE

- Plan Barre : les salariés ne seront pas des victimes dociles 28
- Texte de l'accord unitaire F.G.M.-C.F.D.T. et F.T.M.-C.G.T. 29
- Deux démonstrations de force et de combativité : 7 et 9 octobre 30
- Décidés à « mettre le paquet » 31
- Les nationalisations : un débat d'actualité 33
- Notre lutte peut et doit s'intensifier 34
- Usinor et C.E.A. : des combats pour d'autres conditions de travail 35
- Patronat et gouvernement partent en croisade... réagissons ! 37
- Ne laissons pas s'installer la répression 38
- Appel commun à l'action (F.G.M. et F.T.M.) 39

■ RELATIONS DE CONFLITS

- Boulonnerie Calibrée et Clark 28
- Sacilor - Sollac 29
- S.R.P.I. - Morin et Girosteel 30
- C.S.E.E.-S.E.H.E. et C.E.A. 31
- A.R.C.T. 33
- Teppaz 34
- Renault-Somua et Ratier-Forest 35
- Manutair et S.E.P. 37
- C.A.P. et Creusot-Loire St-Chély 38
- Les assises du Nucléaire 38
- Chantiers de l'Atlantique et Sidérurgie 39

■ POSITIONS FÉDÉRALES

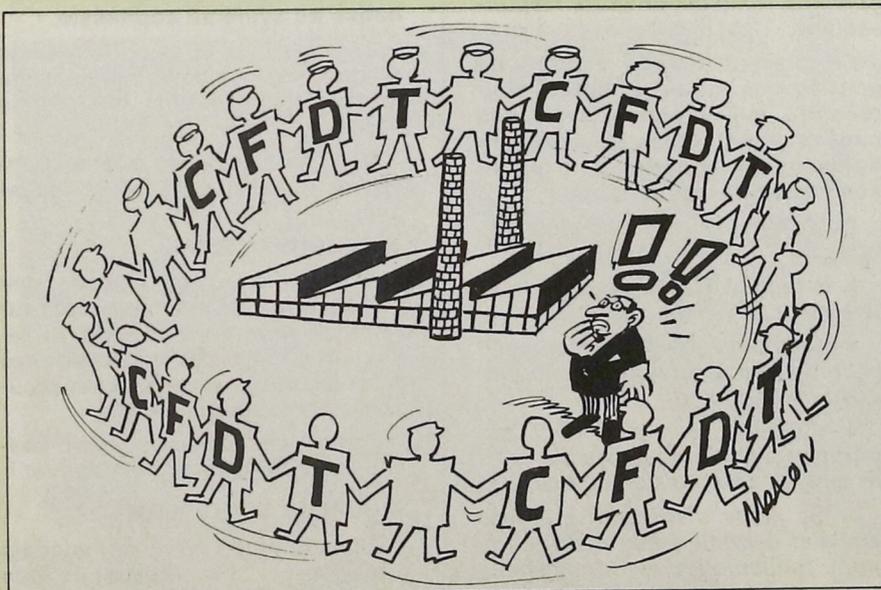
- En ce qui concerne la portée de l'accord unitaire 28
- Déclaration du C.E. sur la campagne nationale d'action 29
- Contribuer au succès de la campagne sur l'emploi 29
- Presse Fédérale : choix 1977 30
- Pétition nationale des métaux 31
- Publications Fédérales : un débat dans chaque section 34
- Les affirmations spacieuses de M. Beullac 35

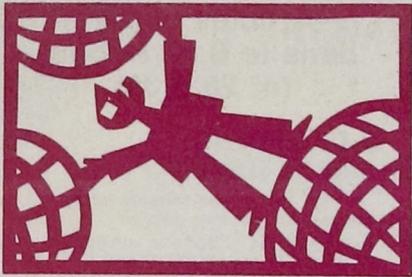
■ ACQUIS DE L'ACTION

- Happich, C.M.M., Simplex, Marrel, Mont-Blanc, Garages 30
- T.A.C., Soloci, Centrale Sidérurgique, Garages, Arthur-Martin 33
- Radio-Energie, Forges d'Aironville, Zoucouillo, Renault 37

■ INFOS PRATIQUES

- Relèvement des cotisations de Sécurité Sociale 28
- Nouveaux taux d'indemnisation du chômage partiel 28
- Composition de la C.E.F. 29
- Retraites complémentaires : A.G.I.R.C. et I.R.C.A.C.I.M. 31
- C.F.D.T.-Magazine : organiser la diffusion 34
- A.S.S.E.D.I.C. : Diminution de la cotisation 38
- S.M.I.C. : nouveaux taux au 1^{er} décembre 38
- Abonnements 1977 à la presse fédérale 39
- Elections pour la Caisse de Retraite Complémentaire « Garages » 39





AU COMITÉ CENTRAL DE LA F.I.O.M.

(GENÈVE 18/19 NOVEMBRE 1976)

Nos responsabilités internationales de syndicalistes...

Le Comité Central de la F.I.O.M. s'est réuni les 18 et 19 novembre à GENEVE. Une centaine de participants représentaient près de 40 organisations nationales de la Métallurgie.

Les jours précédents, s'était tenu le Comité Exécutif dans le but de préparer les travaux du Comité Central.

Jacques Chérèque et Bernard Poirier représentaient la F.G.M. au Comité Central.

L'essentiel de l'ordre du jour portait sur trois points :

- l'activité de la F.I.O.M. et notamment de son secrétariat depuis le dernier Comité Central de Tokio.

Rappelons qu'à celui-ci, un débat important eut lieu sur la crise économique, ses conséquences, les positions que devrait défendre notre Internationale face à cette crise ;

- la discussion de résolutions sur l'hygiène et la sécurité au travail ; l'emploi, les revenus et la justice sociale ; les droits syndicaux, le contrôle des entreprises multinationales ;

- un débat général sur les libertés et droits démocratiques avec la participation du secrétaire général d'Amnesty International, Martin Ennals.

NE PAS SE LIMITER A DES RÉPONSES CONJONCTURELLES

L'intervention de la F.G.M. avait pour but de lier la réflexion de Tokio aux orientations pratiques que nous souhaiterions voir adopter par la F.I.O.M.

En voici l'essentiel :

« Au Comité Central de Tokio, à partir de l'analyse de la situation, nous avons fait le constat que la crise frappe de plein fouet les économies et cela avait amené le Comité à définir une politique d'action.

La crise a eu des conséquences identiques sur la classe ouvrière de nombreux pays, sur l'emploi, les conditions de travail, les salaires, les libertés syndicales.

La nécessité d'une riposte syndicale sur la base de la politique définie à Tokio est de notre responsabilité.

Ce présent Comité Central ne peut être en retrait, **et après avoir reconnu que la crise avait des causes structurelles, il serait insuffisant d'y apporter des réponses conjoncturelles.**

Actuellement, nous constatons que :

- la reprise économique est limitée, voire artificielle,

- les impulsions gouvernementales n'ont pas enrayer le développement du chômage,

- les investissements n'ont pas repris et n'ont surtout pas été dans le sens de créations d'emplois,

- les plans d'austérité ont bien souvent conduit à des restructurations industrielles et des licenciements massifs.

La conséquence de ces politiques a été marquée, en France, par le niveau du million de chômeurs, des discriminations grandissantes envers les jeunes, les femmes, les immigrés, la répression s'est faite plus forte. La C.F.D.T. n'a jamais connu autant de militants licenciés.

ÉLABORER UNE STRATÉGIE DYNAMIQUE D'ACTION

Malgré l'offensive de la Droite, l'espoir existe et grandit.

Les consultations électorales en R.F.A., l'élection de Carter, l'évolution en Espagne, les progrès de la Gauche en France montrent que nos efforts peuvent être couronnés de succès.

Dans notre pays, l'action unitaire que nous développons avec la C.G.T et la F.E.N. **posent la question du choix de société, et l'alternative au système capitaliste.**

Ce n'est qu'en proposant une réponse claire aux travailleurs que le mouvement ouvrier remplira sa mission.

Nos responsabilités internationales de syndicalistes nous engagent :

1) A COURT TERME :

A débattre et développer une plate-forme d'objectifs concrets sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la réduction de la durée du travail (pas à petites doses car elle serait récupérée par la productivité).

Toutes ces mesures étant susceptibles de relancer l'économie.

2) A PLUS LONG TERME :

Une stratégie s'attaquant à la fois aux causes structurelles et aux conséquences conjoncturelles.

A cet effet, le prochain Congrès de la F.I.O.M. est l'occasion de lancer une vaste réflexion pour que, du Congrès, sorte une stratégie dynamique d'action.

Il ne suffit pas d'affirmer que le code de conduite sur les multinationales n'est pas assez contraignant ou que le dumping est mauvais, ou de faire appel à la sincérité du patronat car leurs mauvais coups sont la logique du système capitaliste, et cela nous entraînerait à ne nous battre que sur les conséquences.

Nous pensons que la F.I.O.M. doit poursuivre le travail fructueux de Tokio et nous serions très favorables à placer le Congrès de la F.I.O.M. à Munich, en octobre 1977, sous le thème central de l'élaboration de notre stratégie internationale pour les années à venir.

En ce sens, nous soutiendrons avec énergie notre Internationale. »

COMMENT COMBATTRE LES MULTINATIONALES

Au cours de la discussion sur l'activité de la F.I.O.M., beaucoup d'intervenants ont rendu compte de leur activité nationale sans aborder les problèmes de fond, cette situation permettant difficilement de se situer en état de proposition.

C'est plus au travers du travail de la commission des résolutions que nous retrouvons les aspects concrets de l'orientation de notre action internationale, et même si

(pour cette première fois où elle était instituée) cette commission fonctionne en censeur des positions du Secrétariat, un travail efficace y a été réalisé, les résolutions ont été améliorées dans leur contenu, rendant ainsi plus virile et progressiste l'attitude internationale sur les droits syndicaux, la sécurité et l'hygiène, l'emploi et les revenus.

Par contre, la résolution sur les multinationales montra qu'il ne suffisait pas de se « mouler » dans le cadre à la fois restrictif et vague du code de conduite, préconisé par les instances internationales O.C.D.E., etc., mais que combattre les multinationales, c'est d'abord réaliser une véritable coordination de l'action syndicale pour être en capacité de négociation.

La confrontation et la convergence de l'expression d'organisations importantes s'opposait à l'attitude économiste du Secrétariat de la F.I.O.M. et cela entraîna le renvoi de la résolution devant le Comité Exécutif qui aura pour tâche de soumettre une nouvelle rédaction au Comité Central en vue d'adopter un nouveau projet de résolution qui sera débattu au Congrès.

APPROFONDISSEMENT DE LA NOTION DE LIBERTÉ

Sur les libertés, autre grand thème de la réunion, l'apport éloquent et vigoureux de Martin Ennals eut le soutien unanime du Comité Central. Les centaines d'emprisonnés pour leurs convictions syndicales s'ajoutant aux prisonniers politiques, sont le témoignage que le combat syndical pour

la liberté d'expression doit s'amplifier. **Il nous faut résister aux attitudes autoritaires de la plupart des gouvernements sur la planète.**

La tolérance apparente des pays dits « libres » n'est que le moindre des maux lorsqu'on sait, par exemple, qu'en Amérique Latine, le fascisme et la répression féroce sont les doctrines de 19 gouvernements sur 22 pays que compte ce continent.

L'intervention de la F.G.M., encourageant la F.I.O.M. à soutenir la lutte d'Amnesty International était aussi un approfondissement de la notion de liberté.

Après avoir mis en évidence que les prisonniers de conscience perdent, par l'emprisonnement voire la torture, l'élémentaire liberté physique, la F.G.M. montra que la liberté « économique » est un élément primordial de la liberté politique.

Ceux qui sont réduits à lutter contre la famine, la mort, luttent pour le droit de survivre (une « liberté » de ne pas mourir). La liberté politique est donc étroitement liée aux conditions de vie et de travail.

Quand celles-ci permettent la liberté d'expression, de se réunir, de s'informer, les surveillances policières, les procédures administratives, le pouvoir abusif des « autorités » limitent bien souvent l'exercice de ces droits (sanction du Juge Ceccaldi sur les ententes illicites des compagnies pétrolières).

La censure de la presse, des livres, les moyens extraordinaires de l'informatique, sont autant de procédés qui démontrent que l'action des organisations syndicales est déterminante.

Lorsque la C.F.D.T. affirme son option pour une société socialiste autogestionnaire, elle entend que le socialisme soit défenseur de la liberté.

L'intérêt incontestable du débat est d'avoir engagé a totalité des participants à une collaboration plus étroite avec Amnesty International.

Si, dans certaines parties du globe, nos efforts pour garantir la liberté des hommes sont battus en brèche par les réactionnaires et la dictature, d'autres organisations progressent vers la libération et le socialisme.

Nos camarades d'Espagne y vont à grands pas ; pour eux, comme pour tous les autres, la F.G.M. engage toutes ses capacités dans leur lutte.

L'opiniâtreté est le moteur de l'espoir.



EMPLOI : LA MÉTALLURGIE DUREMENT TOUCHÉE...

Les statistiques officielles (source U.N.E.D.I.C.) viennent montrer, s'il en était besoin, que la Métallurgie a été durement touchée dans le domaine de l'emploi. Evidemment ce sont les travailleurs qui ont fait les frais de la crise : compressions d'effectifs, suppressions d'emplois par « départs volontaires » non compensés, fermeture d'entreprises avec licenciements massifs pour « raisons économiques », jeunes sans emploi à la sortie des lycées, C.E.T., I.U.T...

Ces statistiques officielles portent sur l'année 1975 et il est fort probable hélas que l'hémorragie a continué en 1976, année marquée par de nombreuses restructurations (Sidérurgie, Electronucléaire...) et par le déclin de nombreux secteurs industriels (Horlogerie, Machine-outil, construction et réparation navale, Aéronautique...) s'accompagnant de suppressions massives d'emplois.

Le bilan de « l'ère giscardienne », marquée par une collusion encore plus étroite du patronat et du gouvernement, est lourd. Il n'en devient que plus urgent de combattre activement la politique sociale, faite d'austérité et de répression, inscrite dans le plan « Giscard-Barre » et mise en application par le C.N.P.F., et particulièrement par l'U.I.M.M.

Les statistiques 1975

Ces statistiques font d'abord apparaître, pour l'ensemble des activités, une régression de l'ordre de moins 0,9 % (- 123 391 emplois sur 13 202 718 emplois fin 1974).

Mais les diverses branches de la Métallurgie paient un lourd tribut : moins 71 452 emplois (une perte de près de 3 %). Seules 4 branches (Automobile, Navale, Aéronautique et Garages) sont excédentaires : + 11 884 emplois dont 6 967 emplois créés dans les garages. Mais il faut souligner qu'en 1976, la Navale et l'Aéronautique sont à leur tour touchées durement par les compressions d'effectifs.

Quant aux autres branches (au nombre de 15 dans les statistiques U.N.E.D.I.C.) elles perdent 83 336 emplois. En valeur absolue, ce sont le « Travail des Métaux » (- 23 422), « l'équipement industriel » (- 12 306), la « Fabrication d'appareils ménagers » (- 7 712), la « Fabrication de matériel professionnel » (- 7 154)... qui perdent le

plus d'emplois. En pourcentage, nous trouvons également la « Fabrication d'appareils ménagers » (- 10,7 %) mais aussi la « Fabrication de matériel de manutention » (- 5,9 %)...

En fait, les secteurs industriels métallurgiques perdent globalement 3 fois plus d'emplois que la moyenne générale. Et ces chiffres sont à rapprocher de l'excédent des emplois dans la Métallurgie de 1969 à 1974 (+ 100 000 environ). En fait, fin 1976, les métallurgistes seront moins nombreux qu'en 1969 !

Faire cesser cette situation

Alors que l'année 1976 se termine, les annonces de suppressions d'emplois se multiplient : c'est l'ensemble de la Sidérurgie qui compte opérer des « dégraisages d'effectifs », c'est aussi la Navale, l'Aéronautique, ce sont les entreprises de machines-outils, d'équipement pour l'industrie... qui procèdent aux licenciements.

Et le plan Barre, voulant bloquer l'évolution des salaires, risque d'aboutir à un ralentissement de la consommation : ce serait alors un nouveau coup porté à l'emploi.

La plate-forme d'objectifs revendicatifs prioritaires, adoptée en commun par la F.G.M.-C.F.D.T. et la F.T.M.-C.G.T. apporte une série de réponses à ce problème d'emploi. Il faut faire aboutir ces revendications en engageant partout les luttes, en contribuant à leur élargissement et à leur convergence au plan national. En effet, par l'amélioration des conditions de travail, par l'augmentation des salaires contribuant à relancer la consommation populaire, par la réduction compensée du temps de travail... nous pouvons aboutir à la création de nouveaux emplois. La plate-forme contient donc des mesures qui s'attaquent à la fois aux causes de la situation dans le même temps où elles apportent des réponses aux conséquences : pas de licenciement sans reclassement équivalent, nouveaux pouvoirs pour les Comités d'Entreprise, indemnisation totale du chômage partiel et total.

Nous pouvons faire cesser la situation actuelle, nous le ferons grâce au développement d'une action syndicale massive et unitaire pour la garantie de l'emploi et l'aboutissement des autres revendications.

sommaire

- EDITORIAL 2
- ACTION REVENDICATIVE
— Débat et conclusions du Conseil Fédéral 3 à 5
- CONGRÈS
DE LA F.T.M.-C.G.T.
— Impressions retirées à l'issue de ce Congrès 6 et 7
- UNITÉ D'ACTION
— Contribution de la F.G.M. à la réflexion sur le thème de l'unité 8 à 11
- PRATIQUE SYNDICALE
— Syndicalisation et fonctionnement démocratique dans une S.S.E. 12 et 13
- INTERNATIONAL
— Compte rendu du Comité Exécutif de la F.I.O.M. 14
et 15
- EMPLOI
— Les effectifs dans la Métallurgie en 1975 16

● BULLETIN DU MILITANT F.G.M. C.F.D.T.

- Rédaction, diffusion, administration :
5, rue Mayran - 75009 PARIS.
Tél. 878.14.50.
- Le directeur de la publication :
Albert MERCIER.
- Composition et impression :
Est-Imprimerie, 30, rue Mazelle -
57000 METZ.
- Abonnement : 61 F par an.
Cet abonnement comprend le B.M. hebdomadaire et mensuel.
L'abonnement à l'Hebdo seul n'est pas possible.
Les abonnements sont effectués groupés par la Section Syndicale ou le Syndicat à l'aide des formulaires B.M.
- Pour tout changement d'adresse, nous faire parvenir une bande d'envoi récente et 2 F en timbres.
- C.P.P.A.P. N° 636 D 73.